



Réponses de la FNME CGT
à la Consultation publique de la
Commission de régulation de l'énergie
du 9 juin 2016
relative aux règles de commercialisation
des capacités de stockage
dans le cadre de la réforme
de l'accès des tiers aux stockages.

Rappel des questions

Question 1: Partagez-vous les orientations générales proposées par la CRE ?

NON, car la sécurité d'approvisionnement ne relève pas de la responsabilité de la CRE mais des pouvoirs publics, et parce que l'atteinte du niveau de souscription nécessaire à la sécurité d'approvisionnement relève des obligations des fournisseurs, pas des opérateurs de stockages.

Par contre, il est important et nécessaire que chaque opérateur de stockage garde la main sur ses offres commerciales.

Si ce principe n'est pas respecté, cela revient à exiger ou à contraindre les opérateurs de stockage à des gains de productivité qui fragiliseront les obligations de sécurité de leur ICPE.

Question 2: Etes-vous favorable au calendrier de commercialisation proposé par la CRE, allant du 1^{er} novembre au 31 mars?

Nous sommes favorables à un avancement du calendrier de commercialisation à condition que cela permette effectivement d'anticiper les contrôles de la DGEC, dans le but de renforcer la sécurité d'approvisionnement.

Nous sommes opposées à un avancement du calendrier de commercialisation qui serait motivé par toute autre raison que celle-là. Ainsi, si la DGEC ne modifie pas ses pratiques actuelles, nous ne voyons aucun intérêt à changer le calendrier de commercialisation des stockages.

En cas de décision d'avancer le calendrier de commercialisation pour permettre à la DGEC d'anticiper ses contrôles, il faudra néanmoins s'assurer de la capacité des opérateurs à mettre en place ces changements dès la première saison.

Question 3: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la mise en œuvre d'un nombre limité de produits standard commercialisés aux enchères avant le 31 mars ?

Oui, nous y sommes favorables, mais à la condition que le résultat de la commercialisation de ces produits spécifiques vienne bien en couverture du revenu autorisé et soit déduit de la compensation.

Question 4: Etes-vous favorable à la proposition de laisser la possibilité aux opérateurs de faire évoluer entre les tours d'enchères les capacités commercialisables associées aux différents produits standard, sans modifier les caractéristiques de ces produits?

Oui, nous y sommes favorables, devra contribuer à la couverture du revenu autorisé et être déduit de la compensation.

Question 5: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage libres de définir les caractéristiques de leurs produits, pour des capacités limitées à 10 % de leurs capacités totales avant le 31 mars ?

Oui, nous y sommes favorables, mais à la condition que le résultat de la commercialisation de ces produits spécifiques soit pris en compte dans le calcul du revenu autorisé des opérateurs de stockage dès lors que les 90% couvre les obligations.

Question 6: Dans le cas où le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement est atteint, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

Oui, nous y sommes favorables, mais le revenu ainsi réalisé devra entrer dans le calcul global du revenu autorisé.

Question 7: Dans le cas où le niveau nécessaire à la sécurité d'approvisionnement n'est pas atteint, êtes-vous favorable à ce que les opérateurs réservent une part des capacités sous la forme de produits standard à hauteur des capacités manquantes pour atteindre le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement après le 31 mars ?

Non, nous n'y sommes pas favorables, car ce serait transférer la responsabilité de l'échec du niveau de souscriptions et des enchères aux opérateurs de stockages.

Il revient au ministère de faire respecter leurs obligations de souscriptions aux fournisseurs.

La régulation doit permettre de sortir des contraintes du monde spéculatif, et ce n'est pas aux opérateurs de stockages de subir cette double contrainte.

Question 8: Pour les capacités disponibles restantes, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

Oui, CF question 6.

Question 9:

Etes-vous favorable à la proposition de la CRE relative à la commercialisation de capacités pluriannuelles ?

Non, nous n'y sommes pas favorables. Il paraît nécessaire et fondé d'imposer une commercialisation de produits pluriannuels, mais sous la forme d'un bandeau de durée égale à 3ans, et non selon les modalités proposées par la CRE, car la priorité doit rester la sécurité d'approvisionnement

Pour nous, il ne paraît pas concevable d'organiser des règles de commercialisations pour satisfaire les fournisseurs au détriment de l'intérêt des opérateurs de stockages, et donc de l'intérêt général.

Les opérateurs des infrastructures gazières doivent avoir devant eux des règles stables qui leur permettent une gestion des investissements nécessaires, un stockage n'est pas machine-outil que l'on arrête ou redémarre au gré du marché.

Il faut mettre un terme à la versatilité des fournisseurs dont les exigences vis-à-vis de la réglementation fluctuent selon leurs propres critères de rentabilité.

Question 10: Partagez-vous la préférence de la CRE pour une commercialisation par lots pour les produits standards de stockage ?

Oui, nous partageons cette préférence de commercialisation par lots pour les produits standards de stockage.

Question 11: Etes-vous favorable aux règles de constitution des lots proposées par la CRE ?

Non, nous n'y sommes pas favorables, les produits sont nombreux et nous pensons que cela complexifie les enchères par lots.

Question 12: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'harmoniser les calendriers des enchères entre les opérateurs de stockage ?

Oui, nous y sommes favorables, pas seulement pour gérer le nombre de jours d'enchères, mais pour établir une concurrence non faussée entre les deux opérateurs de stockages.

Question 13: Partagez-vous la préférence de la CRE pour une adjudication au même prix pour l'ensemble des acteurs dite « *pay as cleared* » ?

Non, nous ne partageons pas cette préférence, cela pourrait participer à une compensation plus importante.

Question 14: Partagez-vous la préférence de la CRE pour l'enchère à partir d'une courbe quantité/prix transmise par chaque participant dite à *fixing* ?

Oui, nous partageons cette préférence de la CRE, notamment l'allocation simple et rapide des capacités

Question 15: Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'indexation des prix d'achat des capacités aux enchères sur le spread été/hiver ?

Nous soulignons que nous sommes favorables à l'indexation des prix d'achat des capacités aux enchères sur un prix de marché, pour les ventes pluriannuelles.

Question 16: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à publier la méthodologie de détermination du prix de réserve mais à ne pas rendre public le prix de réserve, avant les enchères?

Non, nous ne sommes pas favorables à la publication de la méthodologie de calcul, même si celle-ci encadre une forme de transparence et de non-discrimination entre obligés .

La non publication du prix de réserve peut protéger les opérateurs des attentes des fournisseurs pour qui le coût de la sécurité d'approvisionnement est toujours trop élevé.

S'il est normal que le revenu autorisé reflète le coût du stockage, l'exigence de gains permanents de productivité porte atteinte au bon fonctionnement et à la sécurité des stockages.

Question 17: Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

Nous remarquons que le modèle de régulation retenu n'est pas celui que nous soutenions et nous craignons qu'il ne prenne pas en compte les intérêts de toutes les parties prenantes dans un juste équilibre.

Le mécanisme retenu, répond avant tout aux préoccupations des fournisseurs, il serait inconcevable que la CRE, dans sa mission continue de les satisfaire en lieu et place de préserver l'intérêt général, en l'occurrence celui des usagers.

Nous tenons à rappeler que les stockages souterrains de gaz naturel sont **le maillon logistique essentiel** de l'approvisionnement gazier d'un pays non producteur comme la France, ils ne sont pas une variable d'ajustement de court terme, pas plus qu'un outil spéculatif.

La CRE invite les parties intéressées à adresser leur contribution, au plus tard le 8 juillet 2016 :

- par courrier électronique à l'adresse suivante : dr.cp6@cre.fr ;
- par courrier postal : 15, rue Pasquier - F-75379 Paris Cedex 08.

Les contributions non confidentielles seront publiées par la CRE, sous réserve des secrets protégés par la loi.

Merci de bien vouloir indiquer dans votre réponse si vous souhaitez que votre réponse soit considérée comme **confidentielle ou anonyme**. A défaut, votre contribution sera considérée comme non confidentielle et non anonyme. Les parties intéressées sont invitées à transmettre leurs observations en argumentant leurs positions.